



Intersyndicale Fonction publique du 25 mai 2018 et situation

Note aux organisations

L'intersyndicale Fonction publique s'est donc réunie comme prévu le vendredi 25 mai après-midi dans les locaux de l'UNSA.

Toutes les organisations syndicales (les 9) étaient présentes.

Il a d'abord été dressé un bilan croisé de la journée de mobilisation du 22 mai.

Sans surprise, toutes les organisations syndicales ont évoqué un « semi échec » ou « semi réussite » selon le degré de pessimisme ou d'optimisme de chacune d'entre elles.

Les chiffres remontés de plusieurs sources concordent : fort déficit de manifestants par rapport au 22 mars (30 à 60%) et même au 10 octobre. Quant aux taux de grévistes, ils ont en moyenne fléchi de 15 à 20%.

Les éléments d'explication avancés par les uns et les autres de ce recul sont multiformes : lendemain d'un jour férié, sentiment que « face au rouleau compresseur, on ne peut pas gagner », perception encore diffuse de certains enjeux (plan de départs volontaires, salaire au mérite, prochaines annonces liées au CITP,...), etc.

Quoi qu'il en soit d'une analyse qu'il convient d'approfondir selon l'avis unanime, le résultat insatisfaisant de la journée du 22 mai pèse évidemment sur les suites à donner.

De fait, aucune organisation n'envisage une nouvelle journée de grève et de manifestations sur les 3 versants de la Fonction publique pour le mois de juin, tout le monde étant conscient qu'un nouveau décrochage serait absolument contre productif.

Pour la CGT, en parallèle à d'éventuelles perspectives interprofessionnelles, nous avons mis en avant les éléments suivants :

- Obligation de « marquer le coup » lors du rendez-vous salarial qui doit avoir lieu entre le 11 et 15 juin.

Pour ce faire, nous proposons une conférence de presse unitaire la veille (ou un communiqué unitaire) sur les questions du pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique.

Nous proposons également des rassemblements militants partout où c'est possible le jour du rendez-vous salarial avec un objectif chiffré pour celui de l'Île-de-France (1000 participants à titre d'exemple).

- Se revoir (les 9 organisations syndicales) à la fin du mois de juin pour débattre de ce qu'il est possible de faire à la rentrée.

A quelques nuances près, ces pistes ont été émises ou reprises par toutes les organisations syndicales, sauf la CFDT qui, tout en ne s'y opposant pas, n'avait pas de mandat ce vendredi.

Toutes les organisations syndicales doivent consulter en interne cette semaine, notamment pour savoir quelles sont les troupes mobilisables pour le rassemblement de l'Île-de-France avec des chiffres pour chacune d'entre elles.

Par ailleurs, le matin même de l'intersyndicale avait eu lieu une réunion à la DGAFP sur les CAP. Vous trouverez ci-joint la déclaration préalable de la CGT et les documents remis en séance. Vous pourrez constater que ce qui est mis sur la table est la remise en cause pure et simple des CAP.

La CGT a d'ailleurs évoqué, compte tenu du passage en force du gouvernement, le fait de ne pas se rendre à la prochaine réunion sur les CAP. A part Solidaires et, dans une moindre mesure, FO, nous n'avons pas été suivis à ce stade.

Enfin, dans la logique de l'engagement confédéral de la CGT et suite aux évolutions de FO, une éventuelle journée d'action interprofessionnelle est en débat pour le mois de juin. Il va de soi que, si cette perspective se confirme, la CGT Fonction publique s'y inscrira résolument.

Montreuil, le 28 mai 2018